L'« état agentique » existe-t-il vraiment ?

Does the “Agentic State” really exist?

Philippe Breton

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2078>
DOI : 10.4000/questionsdecommunication.2078
ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2011
Pagination : 239-248
ISBN : 978-2-8143-0108-5
ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Philippe Breton, « L'« état agentique » existe-t-il vraiment ? », *Questions de communication* [En ligne], 20 | 2011, mis en ligne le 01 février 2014, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2078> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.2078>

PHILIPPE BRETON

Cultures et sociétés en Europe, CNRS

Université de Strasbourg

phbreton@club-internet.fr

L' « ÉTAT AGENTIQUE » EXISTE-T-IL VRAIMENT ?

Résumé. — Dans l'expérience de Stanley Milgram comme dans d'autres situations – par exemple des exécutions de masse commise par le régime nazi – ce n'est pas le recours à l'autorité qui pousse les gens à torturer ou à tuer leur prochain. L'« état agentique » est une illusion expérimentale. L'expérience de Stanley Milgram potentialise la croyance solidement chevillée chez la plupart de ses cobayes, comme sujets libres, selon laquelle la réponse à la situation qu'ils rencontrent passe par la punition vindicative à portée éducative.

Mots clés. — Expérience, Stanley Milgram, exécutions de masse, punition vindicative, état agentique.

En guise de prolégomènes à cette contribution, je voudrais préciser, afin qu'il n'y ait pas d'équivoque sur ce point, que je n'ai pas visionné l'émission « Le jeu de la mort », ni le jour de sa diffusion sur les ondes, ni en *streaming* après coup. Je ne pourrai donc m'autoriser aucun commentaire, soit de l'émission elle-même, soit des parties du commentaire de mes collègues Brigitte Le Grignou et Érik Neveu (2011) qui y font directement référence. De même, je dois préciser – ce point m'était d'ailleurs sorti de la mémoire et je n'y ai repensé que quand Béatrice Fleury et Jacques Walter m'ont proposé de rédiger ce papier – que j'avais été contacté par la production de l'émission, bien avant sa diffusion, pour y participer. Je ne me souviens pas non plus à quel degré était souhaitée cette participation. Mon seul souvenir consistant est mon agacement devant l'insistance réellement déplacée de l'assistant qu'on avait envoyé à ma rencontre. À l'époque, fréquentant plus assidument les plateaux de télévision, j'avais pourtant été habitué à la ténacité de ceux qui ont pour mission de recruter des universitaires pour des débats ou des interviews. Là, le pauvre garçon chargé de cette besogne avait insisté, de façon un peu trop manipulatoire, pour que je ne doute pas qu'on me demandait simplement d'apporter ma caution intellectuelle à cette entreprise. J'avais donc refusé d'y être associé d'une quelconque manière. M'y voilà pourtant un peu, à cause de mon amitié pour Béatrice et Jacques et pour les collègues de *Questions de communication*, mais, grâce à eux, en posture de m'exprimer sans contrainte sur le thème, ce qui n'est jamais le cas, on le sait, sur un plateau de télévision. J'ai accepté de faire ce commentaire pour une raison simple, qui ne tient pas à l'émission en question. Je suis persuadé que tout essai de transposition de l'expérience de Stanley Milgram est voué à l'échec, que ce soit dans une autre expérience, dans une émission de télévision ou dans toute tentative de remplacer une autorité par une autre. Cet échec est dû à un constat que je vais essayer d'argumenter ici et qui tient en peu de mots : l'état agentique n'existe pas et ce n'est pas l'exercice de l'autorité qui transforme les gens en tortionnaires. Tout cela est une sorte de grande fable épistémologique et le succès populaire de cette expérience, et de l'interprétation qu'en donne Stanley Milgram et à sa suite de nombreux chercheurs en psychologie sociale, ne doit pas nous impressionner outre mesure.

Comme les cimetières humains, les cimetières d'idées sont remplis de propositions qui ont une incroyable notoriété avant d'être presque totalement oubliées. Je prends le pari que, dans assez peu de temps, Stanley Milgram sera oublié. Je ne me risquerai pas à interpréter l'insuccès de l'émission de télévision en question comme le premier signe que le public, comme de nombreux chercheurs, ne partage plus ce genre d'explication qui relègue l'humain au rang de marionnette. Je n'ai strictement rien contre la psychologie sociale, et j'ai même une certaine estime pour le courage et la ténacité de nos collègues qui tentent de saisir dans des dispositifs expérimentaux souvent astucieux des séquences des comportements humains. Mais on peut se demander ce qu'il adviendrait de cette discipline si on remettait en question cette vénérable institution qu'est l'expérience de Stanley Milgram et qui trône au milieu de sa vitrine en lui assurant depuis longtemps

l'attention du chaland. J'espère qu'il y a quelque part dans le monde un musée consacré à cette expérience, avec les photos adéquates, une salle où l'on projette le film tourné sur cette expérience, un dispositif muséographique qui met en valeur les instruments de (pseudo) torture qui y ont été utilisés. Mais je crains qu'on n'y fasse jamais figurer l'émission de télévision en question, sauf, peut-être, à titre de curiosité. Ce musée ne sera pas celui de la psychologie sociale mais plutôt celui de la réception sociale de l'expérience de Stanley Milgram, sujet au moins aussi intéressant que l'expérience elle-même. Là, les spécialistes de la communication auraient leur mot à dire et il y a de passionnants sujets de thèse à suggérer.

Je voudrais articuler mon commentaire autour de l'hypothèse selon laquelle, dans tous les cas, ce n'est pas le recours à l'autorité qui pousse les gens à torturer ou à tuer leur prochain lorsqu'on le leur demande ou lorsque les circonstances s'y prêtent. Il est clair que si mon hypothèse est un tant soit peu valide, toute tentative de transposition perd tout son sens et tout son intérêt, ce qui me semble être le cas ici. Je voudrais appuyer ma réflexion sur les travaux que je conduis sur les motivations des exécuteurs dans le cas des crimes de masse et des génocides et sur les débats qui accompagnent cette question, notamment parmi les historiens.

Retour sur Stanley Milgram

L'expérience montée par le professeur Stanley Milgram à l'université Yale entre 1960 et 1963 étant connue¹, je ne reviendrai pas sur les détails de son montage, sauf pour souligner deux points qui me paraissent essentiels. Le premier est que dans l'interprétation de cette expérience, on s'intéresse beaucoup aux cobayes qui ont accepté d'envoyer des décharges électriques jusqu'à provoquer des chocs (virtuels) très violents à leurs « victimes ». En revanche, on s'intéresse très peu à ceux qui ont refusé de le faire. Or, ils sont nombreux. Dans une relecture très fine de l'ouvrage de Stanley Milgram, Valentine Gourinat (2011) remarque que le nombre de « refusants » est bien plus élevé que ce que les présentations habituelles nous laissent croire. Sur l'ensemble des variantes de l'expérience, elle compte 58,4 % de refusants, soit 372 personnes, sur 636 participants. Or, la publicité, comme la réception sociale de l'expérience de Stanley Milgram, font la part belle uniquement à ceux qui acceptent de donner des décharges électriques comme punition. Le second est que Stanley Milgram franchit à l'évidence un saut trop important entre, d'une part, les résultats statistiques des réponses comportementales à une situation où plusieurs séquences comportementales sont mises en scène et, d'autre part, l'interprétation de ces résultats sous la forme d'une invention notionnelle *ad hoc*, le fameux « état agentique ».

¹ Je m'appuie ici sur l'ouvrage de S. Milgram (1969).

Le montage de l'expérience est rigoureux, et il n'y a rien à en redire. Le problème réside dans l'interprétation des raisons du comportement des cobayes. Le dispositif expérimental ne permet pas de connaître les motivations profondes conduisant des individus libres à torturer un cobaye. Pourtant, Stanley Milgram en conclut l'existence d'un état agentique qui paralyserait toute initiative de l'individu. À aucun moment, un quelconque dispositif n'est là pour que l'expérimentateur se donne les moyens d'interroger ces motivations autrement que comme un rapport comportemental à l'autorité. La question aurait dû être : quels autres facteurs peuvent influencer sur le comportement des cobayes pour que, dans de nombreux cas, ils soient les auteurs de tels actes de torture ? Afin d'en éliminer l'existence et, ainsi, de valider l'hypothèse initiale, la recherche de ces autres facteurs auraient dû être prioritaire. Cela n'a pas été le cas. Stanley Milgram semble même ne pas accepter l'idée qu'il puisse y avoir non seulement des motivations, mais des raisons, intériorisées, qui expliquent ces comportements. C'est pour cela qu'il invente cette notion d'état agentique, conçue comme une espèce de transe hypnotique. Son point de départ était explicite : comprendre comment les allemands avaient pu commettre des crimes aussi atroces que les massacres de masse pendant la Seconde Guerre mondiale. Son problème était bien cela : les Allemands, les nazis, les massacres. On a un peu trop oublié que c'était là le véritable arrière-plan de l'expérience. Rappelons que dans les années 60, le paradigme explicatif dominant à ce sujet est simple : les Allemands « ordinaires » ont été conditionnés par la propagande et ils ont obéi aux ordres. Le psychologue social vient ici vérifier la croyance populaire en dégageant une sorte de loi de la nature humaine sur laquelle la science met enfin un nom : le fameux « état agentique ».

Un paradigme très populaire

Celui-ci est d'ailleurs encore plus réducteur que l'explication populaire de l'époque qui mettait en scène au moins deux paramètres, l'autorité et le conditionnement par la propagande. Dans l'expérience de Stanley Milgram, le facteur propagande disparaît et il ne reste que l'autorité. Cette disparition permet la transposition des résultats de l'expérience à tous les régimes politiques, y compris ceux où il n'y a pas de propagande et, donc, elle les universalise. D'où l'effroi provoqué : même des citoyens en démocratie peuvent commettre de tels actes si une autorité légitime les leur demande (cela permettra la transposition à la télévision comme nouvelle autorité se substituant à la science). En termes de loi de la nature humaine, le corollaire de cette explication est que les responsables de ces crimes sont les donneurs d'ordre et que ceux qui ont obéi voient leur responsabilité diluée en proportion de leur asservissement à l'autorité. On remarquera que cela rejoint curieusement dans les années 60 la ligne de défense de nombre d'Allemands impliqués dans les massacres et qui auront tous la même stratégie devant les tribunaux : « J'ai obéi aux ordres ». Je reviendrai plus loin sur ce point

essentiel. Je me permets d'insister sur le fait que le problème de l'expérience de Stanley Milgram est la faiblesse scientifique – pour ne pas dire l'échec – de son passage à la conclusion. En revanche, tout l'intérêt de l'expérience est de montrer que, sollicités de le faire, de nombreux cobayes infligent des souffrances à leur prochain. Mais là aussi n'y a-t-il pas un saut beaucoup trop rapide et aussi un problème dans la réception sociale de l'expérience, car, dans les consignes qui leur sont données, on ne demande pas aux cobayes de « torturer », comme cela est trop souvent dit ; on leur demande de « punir » un autre cobaye à l'intérieur d'un dispositif d'apprentissage au sein duquel ce cobaye fait de plus en plus de fautes qui méritent une « punition éducative » ? C'est là le dispositif expérimental. L'interprétation est que les cobayes « torturent », comme les Allemands le faisaient pendant la guerre et comme si, pour les cobayes, la demande initiale était de « torturer » sans autre finalité.

Que font exactement les cobayes de Stanley Milgram ?

Je voudrais revenir au plus près possible de l'expérience de Stanley Milgram et proposer une autre interprétation que celle de l'état agentique. En préalable, je voudrais dire qu'il n'est pas impossible que certains individus, dans des proportions très faibles et sous réserve d'autres facteurs, notamment psychopathologiques expliquant leur comportement, aient une propension forte à se laisser conduire aveuglément par une autorité. Un sous-ensemble encore plus réduit de ces personnes peut manifester cette soumission jusqu'à accepter, sans autre motif, de commettre des crimes sur simple demande de cette autorité. Mais, d'une part, ce n'est pas cela que le dispositif de Stanley Milgram a mesuré, sauf à la marge pour l'un ou l'autre de ces cobayes, et, d'autre part, la proportion de ces cas, qui relèvent plutôt de la pathologie que du comportement social ordinaire, n'a rien à voir avec les chiffres très élevés de cobayes délivrant les chocs électriques. Il est clair également que, dans les mécanismes de sélection des élites qu'il a mis en place, le régime nazi n'a pas écarté de telles personnalités. Mais s'il n'avait compté que sur celles-là, assez rares, et dont la servilité n'est pas forcément synonyme d'efficacité, ce régime n'aurait pu aller bien loin dans ses objectifs. Il lui fallait des volontaires, motivés et conscients, agissant au nom d'une rationalité intériorisée et non des pantins aux ordres. Il n'est donc pas question pour moi de nier les phénomènes de soumission pathologique à l'autorité mais, chez Stanley Milgram, ce n'est tout simplement pas de cela qu'il s'agit pour l'essentiel. Alors quoi ? Revenons aux faits : on explique à des cobayes, recrutés par voie de presse et contre rémunération, qu'on travaille à l'université sur les processus d'apprentissage afin de mieux comprendre comment on peut les améliorer. Il y a donc un cobaye chargé d'apprendre (en l'occurrence des listes de mots) et un autre placé en position de « pédagogue », chargé de « punir » l'élève quand il se trompe. L'outil du cobaye pédagogue pour punir l'apprenant est un jeu de décharges électriques qu'il doit utiliser selon un protocole qui assure une progression dans la punition. Les scientifiques observent tout cela pour en tirer des conclusions qui

permettront d'améliorer les processus d'apprentissage. Les cobayes inscrivent leur action dans un cadre de recherches pédagogiques sur l'apprentissage et participent donc à une bonne cause (l'avancée des connaissances éducatives) pour laquelle, en plus, ils sont payés. Plongés au cœur de l'expérience, devant la multiplication des erreurs faites par l'apprenant dans la mémorisation des mots, nombre de ces cobayes n'hésitent pas un seul instant : ils punissent. C'est bien sûr ce qu'on leur demande mais c'est surtout un geste que, bien au-delà du cadre de l'expérience, ils approuvent dans son principe. Je m'explique.

À travers le prisme de l'interprétation qu'en fait Stanley Milgram (« l'état agentique »), notre représentation de leur comportement est celle de personne acceptant de provoquer une souffrance « parce qu'une autorité leur demande », mais il manque à ce cadrage une partie centrale, et essentielle, de la séquence, à savoir le fait qu'il s'agit pour eux de la demande d'exécuter un acte pédagogique, voire éducatif. Or, quelles étaient à l'époque (je reviendrai sur le présent) aux États-Unis, dans les milieux sociaux où les cobayes sont recrutés, les représentations de ce que sont les règles d'éducation, y compris celles qui sont applicables à la pédagogie ? La réponse est simple : éduquer c'est punir, de préférence en utilisant les châtiments corporels. L'enfant qui fait des erreurs et commet des bêtises doit être « corrigé ». De façon tout à fait comparable, l'adulte qui fait des bêtises et qui commet des actes contraires à la loi doit être corrigé. Plus précisément encore, nous sommes dans une conception vindicative de l'éducation où toute erreur, toute infraction, chez l'enfant comme chez l'adulte, doit être jugée, punie et redressée. Les États-Unis héritent là de conceptions traditionnelles de l'éducation dont l'influence s'efface progressivement mais lentement et de façon très différentielle selon les pays, les cultures, les classes sociales concernées. Battre les enfants, parfois jusqu'au sang, pour les punir et les « redresser », mais aussi pour préserver l'honneur de la famille et rétablir l'ordre local que leur mauvais comportement menace, reste jusqu'à aujourd'hui, dans de nombreux pays et dans de nombreux milieux, une pratique très répandue. Battre les femmes aussi, d'ailleurs, non pas par sadisme, mais pour les punir et les remettre dans le droit chemin. Comprendre leurs représentations de l'éducation, de la pédagogie, du rôle et de la nature de la punition légitime, analyser la façon dont ils se représentaient l'erreur et les moyens de la corriger, voilà ce sur quoi, dans un *debriefing* postérieur à l'expérience, il aurait fallu interroger les cobayes de Milgram, ceux qui ont infligé des sévices corporels punitifs comme ceux qui ne l'ont pas fait. On aurait peut-être trouvé là une ligne de partage significative.

Un sujet libre ?

Si cette hypothèse est juste, on peut déduire aisément que le cobaye de Stanley Milgram reste, fondamentalement, un sujet libre qui agit en conscience et qui est soutenu de l'intérieur par des conceptions pédagogiques et éducatives intériorisées avec lesquelles il est en accord. On lui demande de punir un

apprenant qui se trompe, il le fait. On lui demande de le punir physiquement, il le fait, car, pour la plupart d'entre eux, c'est la modalité habituelle. Les chocs électriques ? C'est propre et sans danger (c'est ce que l'expérimentateur lui dit et lui répète) et, en tous cas, plus moderne et civilisé que le fouet ou les coups de poings dont des parents usent avec leur progéniture. C'est aussi l'époque des chocs électriques thérapeutiques (l'électrochoc utilisé dans le traitement de certaines maladies mentales) considérés comme une méthode d'avant-garde. C'est aussi l'époque où pour punir les délinquants irrécupérables, on les passe à la « chaise électrique » (notamment dans l'État où Stanley Milgram exerce). Là où le cobaye commence à avoir des doutes, c'est non pas sur la nature du traitement qu'il faut légitimement infliger à l'apprenant pour qu'il apprenne mieux, mais sur l'intensité de ce traitement. L'échelle des chocs que le cobaye accepte de délivrer dépend de son point de vue sur l'intensité nécessaire de la punition. Certains punissent fort comme d'autres cassent des côtes à leurs enfants qui rentrent à la maison en ayant sali leurs vêtements, là où d'autres encore « se contentent » d'une violente paire de gifles ou d'une « simple » tape sur les fesses. Le rôle de l'autorité scientifique est ici celui d'un facilitateur, d'un aiguilleur, d'un soutien quand le bras faiblit. Pourquoi aurait-on voulu que les cobayes se comportent autrement ? L'oubli des refusants de l'expérience de Stanley Milgram prend tout son sens dans un tel cadre. Refusent-ils, dans une perspective « humaniste » d'infliger des souffrances à autrui, désignant ainsi les autres cobayes comme des marionnettes barbares ? Ou bien font-ils partie de cette minorité d'hommes et de femmes qui considèrent que l'on peut éduquer, sinon sans punir, du moins sans punir en utilisant la violence ? Là aussi, on en restera au niveau de l'hypothèse car les matériaux nous manquent.

Une punition vindicative

L'articulation essentielle de l'hypothèse défendue ici est que ce qui déclenche et potentialise l'expérience de Stanley Milgram, au besoin jusqu'à un certain paroxysme, c'est la croyance solidement chevillée chez la plupart de ses cobayes, selon laquelle l'éducation passe par la punition vindicative. Ici, il importe de bien comprendre que la pédagogie « traditionnelle », héritée notamment de la culture de l'Ancien Régime et, en amont, de l'enseignement de la Bible, du moins de l'Ancien testament, est fortement imprégnée de l'idéal de justice vindicative qui a largement dominé dans le passé de l'Europe. L'enfant qui fait des erreurs ou des bêtises tout au long de ses apprentissages et de son développement est jugé par le tribunal familial ou par le père de famille qui venge ainsi l'honneur bafoué de ses membres. Ainsi sommes-nous dans l'espace de la justice privée. Punir celui qui se trompe en apprenant a longtemps été jusqu'à aujourd'hui le protocole éducatif idéal. L'expérience de Stanley Milgram vérifie bien la persistance de ce protocole éducatif au cœur de l'Amérique des années 60. Une expérience de ce type faite de nos jours mesurerait l'intensité de la persistance de ces anciennes croyances éducatives au sein d'une société où, pourtant, l'autorité n'est plus une

valeur centrale. C'est que le principe vindicatif est distinct du principe d'autorité. Les sociétés les plus vindicatives (les sociétés « primitives ») sont d'ailleurs celles où le principe d'autorité n'est pas au cœur du lien social. Ne l'ayant ni visionnée ni, *a fortiori*, analysée, je ne peux faire aucun commentaire sur le fait que l'émission de télévision, dont il est question ici, reproduit bien l'expérience de Stanley Milgram. Mais si c'était le cas, plutôt que d'essayer d'inventer une nouvelle autorité (celle de l'animateur représentant le Goliath télévisuel) pour expliquer le comportement des cobayes, je m'interrogerais sur la persistance du vindicatif dans notre société, au cœur même des croyances éducatives. Et je ne serais pas surpris de trouver là un bastion de résistance au processus de civilisation des mœurs qui voit reculer pourtant d'autres formes de violence sociale. On le voit, à condition que son interprétation soit bien cadrée, l'expérience de Stanley Milgram a finalement une certaine utilité sociale, comme indicateur du processus de pacification des mœurs cher à Norbert Elias (1939). Elle montre aussi tout l'intérêt qu'il y aurait à ce que sociologues, historiens, chercheurs en sciences de la communication et psychologues sociaux aient à travailler en commun.

Conclusion

Un mot encore en guise d'épilogue. Stanley Milgram, je l'ai dit, fait son expérience pour comprendre comment de nombreux Allemands, sous le régime nazi, se sont transformés en bourreaux et en exécuteurs de masse. Il nous apporte une réponse expérimentale : ils ont obéi aux ordres, ils étaient sous l'influence d'une autorité qui les avait placés dans l'état agentique que de nombreux individus peuvent développer dans ce contexte. Bien. Le problème est que, sur le terrain des exécutions de masse dans le cadre, par exemple, des massacres commis sur le Front de l'Est par les *Einsatzgruppen*, les bataillons de police de réserve et certaines unités de la *Wehrmacht*, la situation est légèrement différente. Les travaux de Christopher Browning (1992) par exemple, les nombreux témoignages recueillis par les historiens, montrent que les exécuteurs désignés pouvaient se soustraire à leur sinistre tâche. J'ai moi-même longuement analysé cette question dans un ouvrage récent (Breton, 2009). Pour un certain nombre de raisons, dont beaucoup d'ordre « technique », il était nécessaire que sur le terrain des exécutions de masse – des massacres impliquant à chaque fois entre 1 000 et 30 000 victimes et où les exécuteurs tuent « à la main », au bord de fosses –, les tueurs soient suffisamment persuadés de la légitimité de leur action. Ceux qui refusaient de tuer étaient classés comme « petite nature » et leur comportement renforçait la « virilité » et le sens de l'honneur de ceux qui, au nom d'une certaine conception de la « vertu » nazie, acceptaient cette mission difficile. Les refusants n'étaient que très rarement punis (et toujours au niveau local) et on les affectait en général à d'autres missions. L'historien Daniel J. Goldhagen (1996) insiste sur le haut degré d'intériorisation des raisons qui poussaient les exécuteurs, souvent des « hommes ordinaires » – on veut dire par là qu'ils n'étaient pas des nazis

fanatiques mais, dans le cas des bataillons de police de réserve, comme le montre bien Christopher Browning (1992), des policiers âgés affectés aléatoirement à cette tâche – à devenir des tueurs de masse. J'ai montré que la plupart d'entre eux étaient traversés par une division psychique qui les faisait réagir plutôt humainement d'un côté (c'est à dire qu'ils ressentaient comme une souffrance intérieure le fait de devoir tuer) mais, de l'autre, rationnellement, au sens où les bonnes raisons qu'ils semblaient avoir pour agir ainsi l'emportaient. Je me sépare radicalement de Daniel J. Goldhagen (1996) au sens où, pour lui, les raisons puissamment intériorisées par ces Allemands étaient entièrement constituées par un antisémitisme profond et meurtrier.

Pour ma part, j'ai avancé une explication différente qui, sans écarter la question de l'antisémitisme, la cadre autrement, au sein d'un paradigme plus large, qui fait appel, de façon centrale, à la problématique de la vengeance, trait culturel central de l'*ethos* nazi. Mais l'important ici est de bien voir que ce n'est pas le recours à l'autorité et un très abstrait « état agentique » qui, sur le terrain des crimes de masse et du génocide, meut les acteurs. Pour l'essentiel, l'exécuteur reste un sujet libre et Daniel J. Goldhagen n'a pas de mal à trouver de nombreux crimes qui ont été commis sans qu'une autorité ne la demande pour illustrer cette thèse. Dans ces contextes, l'autorité est plutôt une autorité organisatrice que dominatrice. Bien sûr, dans les quelques procès qui ont eu lieu après-guerre et qui ont impliqué cette catégorie de criminels – qui n'étaient pas des donneurs d'ordre qui, eux, posent un problème différent –, la plupart d'entre eux ont invoqué, pour leur défense, l'« obéissance à l'autorité », la nécessité d'« obéir aux ordres ». Il est incontestable que la discipline imposée par le régime nazi à ses différentes troupes était une discipline de fer, comme en témoigne la répression féroce des déserteurs sur le front de l'Est, mais cet argument ne peut pas être invoqué dans le cas précis des exécutions de masse qui constituent une scène très particulière, obéissant à ses propres règles, comme en témoignent les instructions données par Heinrich Himmler lui-même². Il est d'ailleurs fort probable que nombre d'exécuteurs soient sincères quand ils déclarent, après-guerre, avoir fait cela sous contrainte de l'autorité. Cette reconstruction mémorielle les protège des conséquences psychiques d'avoir été, comme tueurs, des sujets libres³.

Si l'on fait retour aux cobayes de l'expérience de Stanley Milgram, on constate finalement que la situation n'est pas si différente de ce qui se passait chez les exécuteurs. Pour s'en rendre compte, il aurait fallu les interroger plus avant sur

² Dans son fameux discours de Poznan à l'adresse des chefs ss, et à propos des exécuteurs qui refusaient d'agir, le *Reichsführer* ss déclara à ce sujet le 4 octobre 1943 : « Celui dont les nerfs sont à bout, celui qui est faible [...] on peut lui dire : "Bien, va prendre ta retraite" » (Browning, 1992 : 129).

³ Il faut toute la force de caractère d'un ancien ss, Alsacien enrôlé de force, E. Schneider, pour reconnaître que les ss, par exemple, dans la division *Das Reich*, impliquée dans de nombreux massacres en France, n'étaient pas obligés d'endosser le rôle d'exécuteur et, surtout, n'étaient jamais sanctionnés pour cela. Voir à ce sujet N. Mengus et A. Hugel (2008).

leurs motivations et sur les raisons qui les poussent à accepter d'infliger des souffrances à autrui. Je l'ai dit, la problématique vindicative n'est certainement pas absente de l'acte pédagogique qui sert de cadrage explicite pour ce qu'on leur demande de faire. On pourrait encore creuser, même si cela devient du coup très spéculatif. J'ai toujours pensé qu'il y avait dans tout cela aussi une sorte de mécanisme de « survengeance » : torturer ou tuer provoque chez la plupart des bourreaux une souffrance intérieure dont ils se vengent en retour sur celui qui en est à l'origine, la victime. Je m'arrête là dans ce commentaire qui nous a éloignés, bien naturellement, de la douteuse problématique du « pouvoir de la télévision », ayant relayé le « pouvoir de la science », lui-même continuation du « pouvoir totalitaire ». L'inconvénient majeur de ce type d'amalgame est sans doute de constituer, comme disait Paul Watzlawick, une « terrible simplification » d'une situation qui, à l'examen, semble plus complexe qu'il n'y paraît.

Références

- Breton Ph., 2009, *Les refusants. Comment refuse-t-on de devenir un exécuteur ?*, Paris, Éd. La Découverte.
- Browning Ch. R., 1992, *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, trad. de l'anglais par É. Barnavi, Paris, Taillandier, 2007.
- Elias N., 1939, *La civilisation des mœurs*, trad. de l'anglais par P. Kamnitzer, Paris, Calmann-Lévy, 1973.
- Goldhagen D. J., 1996, *Les Bourreaux volontaires d'Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, trad. de l'américain par P. Martin, Paris, Éd. Le Seuil, 1997.
- Gourinat V., 2011, « Les refusants de l'expérience de Milgram », Rapport de stage Master 2 Recherche en éthique, université de Strasbourg.
- Le Grignou B., Neveu É., 2011, « Beaucoup de bruit pour (presque) rien ? à propos de la diffusion et de la réception du "Jeu de la mort" », *Questions de communication*, 20, pp. 215-238.
- Mengus N., Hugel A., 2008, *Entre deux fronts. Les incorporés de force alsaciens dans la Waffen-ss*, vol. 2, Sarreguemines, Pierron.
- Milgram S., 1969, *Soumission à l'autorité. Un point de vue expérimental*, trad. de l'américain par E. Molinié, Paris, Calmann-Lévy, 1974.